

Demandes de Montréal
Campagne électorale 2022

Pour une métropole bienveillante, verte et prospère au cœur du Québec





Table des matières

Mot de la mairesse	3
Un plan clair pour la métropole du Québec	5
Un gouvernement qui s'engage à payer ses factures et à convenir d'un meilleur partage de responsabilités	6
Des responsabilités gouvernementales et un effet métropole	6
Vers un nouveau pacte financier entre le gouvernement du Québec et les villes	7
Les attentes des Montréalaises et Montréalais envers leur gouvernement	8
Transition écologique	8
Sécurité urbaine	9
Mobilité durable	10
Dynamisme économique, vitalité culturelle et rayonnement international	11
Métropole francophone des Amériques.....	12
Habitation et quartiers accessibles	13
Inclusion et lutte aux inégalités	14

Mot de la mairesse

En 2020, Montréal s'est dotée d'une vision pour les 10 prochaines années. Le [plan stratégique Montréal 2030](#) trace la voie vers une métropole écologique, inclusive, égalitaire, démocratique et innovante. Montréal et sa population regorgent d'ambitions pour leurs quartiers, leur ville et le

Québec. Elles ont désormais une feuille de route claire pour atteindre leurs objectifs.



La sécurité urbaine est évidemment un enjeu sous-jacent à cette vision de la métropole et cette priorité doit être partagée par l'ensemble des paliers gouvernementaux. L'actualité nous rappelle l'importance d'une approche concertée en matière de lutte contre

les violences armées, de lutte contre les groupes criminalisés ainsi que de prévention auprès des jeunes.

Les défis financiers à relever demeurent toutefois nombreux. Montréal est la métropole économique et culturelle du Québec. La Ville et la population montréalaise font déjà des efforts colossaux pour assumer les responsabilités grandissantes qui découlent de ce statut. Elles auront toutefois besoin d'un soutien inébranlable du gouvernement du Québec pour y arriver.

Il est sans équivoque que la bonne tenue de Montréal profite à l'ensemble du Québec. C'est pourquoi, à l'aube de la campagne électorale, la Ville de Montréal demande aux formations politiques québécoises de proposer un plan clair pour la métropole, qui lui permettra d'assurer un développement et une prospérité exemplaires.

La voix de Montréal, en tant que métropole et locomotive économique et culturelle du Québec, devra être entendue au cours de la prochaine élection québécoise. J'invite les Montréalaises et les Montréalais à mettre en lumière les aspirations de nos quartiers et de nos communautés afin qu'elles soient connues et défendues par celles et ceux qui auront l'honneur de siéger à l'Assemblée nationale au terme du scrutin du 3 octobre.



Valérie Plante



Un plan clair pour la métropole du Québec

L'agglomération de Montréal est le lieu de résidence de plus de 2 millions d'habitants qui vivent au cœur d'une région métropolitaine de 4,3 millions d'habitants, soit plus de 50% de l'ensemble de la population du Québec. Aujourd'hui, la région métropolitaine de Montréal, c'est 32% du PIB national, 60% de la production culturelle québécoise et 70% des déplacements en transport collectif au Québec. Montréal, ce sont aussi 8 centres universitaires prestigieux, de nombreuses grappes industrielles, des centres de recherche et des entreprises qui travaillent sur les solutions de demain aux défis d'aujourd'hui.

Fiscalité et finances municipales

Comment comptez-vous travailler avec Montréal et les autres municipalités québécoises afin de répondre à leurs défis financiers immédiats et à long terme?

Transition écologique

Comment travaillerez-vous avec la métropole pour répondre à l'urgence climatique et engager une véritable transition écologique?

Sécurité urbaine

Comment comptez-vous soutenir Montréal dans le développement d'un modèle montréalais de sécurité urbaine afin de lutter efficacement contre les violences armées?

Mobilité durable

Quel sera votre plan pour une véritable mobilité durable dans la région métropolitaine de Montréal?

Dynamisme économique, vitalité et rayonnement du français, protection de l'environnement, réponse à l'urgence climatique, inclusion et égalité des chances : la réalisation de tous ces grands objectifs du prochain gouvernement québécois passe invariablement par Montréal. La métropole du Québec est donc un partenaire incontournable du gouvernement du Québec pour assurer notre avenir collectif. Lorsque Montréal brille, rayonne et prospère, c'est tout le Québec qui en bénéficie.

La Ville de Montréal veut donc savoir quel est le plan de chacun des partis politiques pour la métropole afin de lui assurer d'être en mesure de relever les grands défis de l'heure.

Dynamisme économique, vitalité culturelle et rayonnement international

Comment soutiendrez-vous la reprise économique et culturelle de Montréal?

Métropole francophone des Amériques

Comment contribuerez-vous à accroître l'attractivité et le rayonnement de la langue française à Montréal?

Habitation et quartiers accessibles

Comment comptez-vous garantir l'accès des Montréalaises et des Montréalais à un logement décent et abordable ainsi qu'à des services et équipements collectifs accessibles?

Inclusion et lutte aux inégalités

Comment comptez-vous participer à la lutte aux inégalités sociales sur le territoire métropolitain?

Un gouvernement qui s'engage à payer ses factures et à convenir d'un meilleur partage de responsabilités

Des responsabilités gouvernementales et un effet métropole

En tant que métropole du Québec, la Ville de Montréal assume plusieurs responsabilités de niveau gouvernemental pour lesquelles elle n'est pas adéquatement compensée financièrement.

Le gouvernement doit corriger cet état de fait. La Ville de Montréal lui demande donc de :

- Compenser pleinement les coûts des services policiers d'enquête et d'intervention (services de niveau 5) liés à l'effet métropole, estimés à 51 M\$ annuellement;
- Financer le service de premiers répondants offert par le Service de sécurité incendie de Montréal, tel que l'esprit de l'entente conclue en 2007 le prévoyait et dont le déficit annuel de fonctionnement est estimé à 12 M\$;
- Assumer les coûts d'achat des terrains pour la construction et l'agrandissement des écoles primaires et secondaires publiques sur le territoire de la Ville de Montréal;
- Dédommager la Ville de Montréal pour la réduction des compensations tenant lieu de taxes découlant d'une décision administrative unilatérale du MAMH, qui prive la Ville de Montréal d'un montant annuel récurrent d'au moins 23 M\$;
- Financer adéquatement la métropole pour l'ensemble des coûts qu'elle assume en matière d'intervention psychosociale et de santé et services sociaux.



Vers un nouveau pacte financier entre le gouvernement du Québec et les villes

La dépendance des villes québécoises à l'impôt foncier est une problématique largement reconnue.

Le renouvellement du [pacte fiscal entre les villes et le gouvernement du Québec](#) en 2024 représente une occasion de conclure un partenariat innovant et durable en repensant les outils fiscaux et financiers municipaux en phase avec les besoins du XXI^e siècle et avec les objectifs de protection environnementale et de réduction des gaz à effet de serre.

Dans l'immédiat, les besoins financiers des municipalités et de la Ville de Montréal sont nombreux, alors que la marge de manœuvre budgétaire de Québec est importante. Compte tenu des responsabilités accrues des villes, de l'inflation galopante et de l'urgence climatique, notamment, les villes ont besoin d'oxygène rapidement. Il en va de la préservation et de l'amélioration de la qualité de vie des Montréalaises et des Montréalais, ainsi que des citoyennes et citoyens de toutes les municipalités du Québec.

Ainsi, à très court terme, la Ville de Montréal demande la signature d'une entente financière transitoire entre les villes et le gouvernement du Québec, incluant notamment les mesures suivantes :

- Rembourser 100% de la TVQ payée par les municipalités et les organismes paramunicipaux, comme c'est déjà le cas pour la TPS;
- Accorder le financement nécessaire à la mise à niveau des infrastructures pour répondre à l'urgence climatique (maintien des actifs, décarbonation des bâtiments, usines de traitement de l'eau, protection du patrimoine, protection des espaces verts);
- Accorder le financement nécessaire au maintien de l'abordabilité du secteur résidentiel, notamment par l'entremise de la protection et de la réalisation de logements abordables et sociaux.

Montréal a également récemment entamé un [grand chantier sur la fiscalité](#), où elle passe en revue les nouveaux pouvoirs des municipalités et convie la société québécoise ainsi que le milieu municipal à élaborer les meilleures approches fiscales pour répondre aux défis de demain.

La Ville de Montréal souhaite que Québec participe et facilite cette conversation, et lui demande de :

- Prendre des engagements fermes sur les acquis du pacte fiscal, notamment le prolongement du partage de la croissance du point de TVQ;
- Faciliter la mise en place de nouvelles sources récurrentes de revenus pour toutes les municipalités;
- Effectuer les modifications législatives permettant aux municipalités notamment de :
 - Établir les bases d'une taxe ciblant les transactions immobilières réalisées par des acheteurs non résidents;
 - Améliorer l'équité dans l'application de la modulation des droits de mutation;
 - Moderniser la [Loi sur l'expropriation](#).

Les attentes des Montréalaises et Montréalais envers leur gouvernement

Les citoyennes et les citoyens de Montréal attendent de leur gouvernement qu'il leur assure une ville sécuritaire, résiliente et juste pour toutes et tous. L'administration montréalaise, gouvernement de proximité, a déjà mis en place plusieurs plans et politiques pour répondre aux défis d'une grande métropole dans ses champs de compétences.

En favorisant un habitat de qualité et sécuritaire qui évite l'étalement urbain, en assurant des transports collectifs efficaces permettant une alternative à l'auto solo, en fournissant des milieux économiques, culturels et académiques dynamiques, la métropole nourrit les solutions de demain en s'attaquant aux défis d'aujourd'hui. Mais la plupart de ces défis, souvent partagés par plusieurs autres régions du Québec, nécessitent des investissements importants des autres paliers gouvernementaux. Les Montréalaises et les Montréalais s'attendent d'ailleurs du gouvernement québécois qu'il porte leurs aspirations à Ottawa, et Montréal sera à ses côtés pour le faire.

Transition écologique

Montréal s'est engagée à la [carboneutralité pour 2050](#). Elle s'est donnée des objectifs ambitieux de verdissement et de déminéralisation ainsi que d'amélioration de ses actifs et infrastructures publiques.

Des dizaines de milliards de dollars seront nécessaires au cours des 10 prochaines années afin de permettre à la Ville de Montréal d'adapter ses bâtiments, de verdir son territoire et de mettre à jour ses infrastructures.

Pour offrir aux Montréalaises et Montréalais de demain une ville résiliente, Montréal demande au gouvernement de :

- Financer en priorité un pacte vert à la hauteur des défis qui nous attendent au cours des 10 prochaines années, pour réaliser notamment :

- une meilleure protection de la qualité de l'eau de la métropole par la mise à niveau et le rattrapage du déficit d'entretien des infrastructures d'eau;
- les travaux majeurs requis en matière de transition écologique, notamment à l'usine d'épuration de l'eau qui assurera la protection de la biodiversité dans le fleuve Saint-Laurent et la qualité de l'eau pour les villes en aval;

- le développement de nouveaux parcs, d'espaces verts et d'accès aux berges à travers l'ensemble du territoire et dans les secteurs plus vulnérables;
- la poursuite du [Plan directeur du parc Jean-Drapeau](#), afin de doter la région de Montréal d'un site unique de calibre mondial;
- la feuille de route sur la décarbonation des bâtiments municipaux, commerciaux et résidentiels;

- Appuyer la métropole et les autres municipalités du Québec dans les efforts de densification afin d'éviter l'étalement urbain;
- Instaurer un meilleur équilibre entre les investissements en développement du transport collectif et ceux pour le développement du transport routier.

Sécurité urbaine

La montée de la violence par armes à feu nécessite des actions concertées de tous les partenaires et sur tous les fronts. L'administration de la Ville de Montréal fait déjà sa part et agit afin de développer un modèle montréalais de sécurité urbaine axé sur le contrôle des armes, la prévention de la violence et la lutte contre les groupes criminalisés.

Pour soutenir le déploiement de ce modèle et contrer la tendance actuelle, Montréal demande au gouvernement de :

- Allouer aux villes de la région métropolitaine une part significative de l'enveloppe de 42 M\$ octroyée par le gouvernement fédéral afin de lutter contre la violence armée;
- Poursuivre les représentations auprès du gouvernement fédéral afin d'interdire définitivement les armes de poing;
- Déployer un programme de financement pour l'Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale (EMMIS), afin d'intervenir auprès des personnes vulnérables, marginalisées et des jeunes dans l'espace public sur l'ensemble du territoire montréalais;

- Financer adéquatement les programmes de prévention de la violence auprès des jeunes;
- Donner suite au rapport du comité consultatif sur la refonte de la réalité policière (livre vert) afin de :
 - Pérenniser le financement favorisant les interventions psychosociales;
 - Implanter le programme des caméras corporelles;
 - Instaurer des mesures pour lutter contre la criminalité extraterritoriale.

Lors du [Forum sur la sécurité urbaine](#), les jeunes montréalais et les intervenants ont rappelé l'importance de doter les quartiers en infrastructures qui favorisent les liens sociaux.

En ce sens, Montréal demande au gouvernement du Québec de :

- Déployer un important plan d'investissement pour décroïsonner des territoires ciblés en finançant des infrastructures communautaires et de loisirs.



Mobilité durable

Les transports sont la principale source de gaz à effet de serre au Québec : un virage rapide et résolu vers les transports collectifs et actifs s'impose donc d'urgence. La congestion routière coûtait par ailleurs plus de 4,2 milliards de dollars par an aux résidents de la région métropolitaine en 2018, problème qui ne trouvera pas de solution pérenne par la seule électrification du parc automobile actuel.

Le transport en commun vit une crise de financement aiguë qui est accentuée par la baisse drastique de son achalandage depuis le début de la pandémie.

Ainsi, pour assurer le transport collectif des personnes, Montréal demande au gouvernement de :

- **Convenir d'une entente à long terme sur le financement du budget d'opérations du transport collectif entre le gouvernement du Québec et les municipalités, comprenant notamment :**
 - la compensation de la baisse de revenus due à la COVID-19;
 - le respect et la mise en place dès le 1^{er} janvier 2023 du [règlement](#) de la CMM sur la taxe d'immatriculation afin d'instaurer une équité sur tout le territoire de la CMM;
 - un meilleur partage de l'augmentation des coûts récurrents, dont ceux reliés à la mise en service du REM;
- **Financer et accélérer la réalisation des projets d'infrastructure de transport collectif prioritaires de l'agglomération de Montréal, notamment en soutenant :**
 - le financement à 100% des rénovations et de la mise à jour des infrastructures du métro de Montréal, dont l'installation d'ascenseurs pour l'accessibilité universelle et de portes palières dans les stations;
 - le financement adéquat de l'électrification des équipements de la Société de transport de Montréal (STM), dont l'adaptation des garages d'autobus et la construction de postes abaisseurs de tension électrique;
 - le nouveau projet de REM de l'Est, avec un prolongement vers la couronne Nord et une intégration urbaine améliorée, notamment dans Mercier-Est;
 - les projets de lien structurant dans le grand Sud-Ouest de Montréal, le prolongement du SRB Pie-IX, le démarrage du chantier du prolongement de la ligne bleue et le prolongement de la branche ouest de la ligne orange.



Dynamisme économique, vitalité culturelle et rayonnement international

À la suite de la pandémie, Montréal s'est mobilisée avec les acteurs économiques et culturels pour que la reprise bénéficie à ses secteurs les plus touchés, notamment le centre-ville, les créateurs et artisans, la restauration et le commerce au détail. Mais plusieurs efforts restent à faire.

Le Palais des congrès attend toujours la confirmation de son agrandissement, et un véritable partenariat autour de Montréal, métropole économique et culturelle qui rayonne à l'étranger, est nécessaire.

Pour ce faire, Montréal demande au gouvernement de :

- Réaliser l'agrandissement du Palais des congrès;
- Soutenir la vitalité économique de Montréal :
 - en accompagnant financièrement la future [Stratégie centre-ville](#), qui vise à en faire le plus beau et le plus vert en Amérique du Nord;
 - en créant trois zones d'innovation sur le territoire de l'île de Montréal;
 - en soutenant le développement commercial de proximité, dont l'implication des propriétaires d'immeubles dans les sociétés de développement commercial;
- Renforcer le partenariat [Montréal, métropole culturelle](#) afin de soutenir des projets d'envergure tels que l'aménagement des coulisses des festivals au Quartier des spectacles et le développement des quartiers culturels.



Métropole francophone des Amériques

La région métropolitaine de Montréal regroupe la plus importante communauté de locuteurs francophones en Amérique. Pour préserver ce statut, la Ville de Montréal s'est résolument engagée à adopter des pratiques exemplaires en matière d'utilisation du français, à le valoriser sur son territoire et à le faire rayonner.

La Ville compte déjà sur un réseau performant de bibliothèques, de maisons de la culture et de centres de loisirs qui peuvent facilement être mis à contribution pour favoriser l'apprentissage ou la pratique du français ainsi que les échanges culturels. De plus, un riche tissu d'organismes communautaires, d'entreprises et de réseaux professionnels peuvent servir de levier pour accroître l'usage du français dans un ensemble de milieux de vie.

Pour accroître l'attractivité et l'usage du français, Montréal demande au gouvernement de :

- Établir un véritable partenariat pour le déploiement de nouveaux projets de valorisation de la langue française;
- Créer de nouvelles alliances entre les partenaires engagés à faire la promotion du français, et renforcer les alliances existantes;
- Réaliser une campagne visant à faire rayonner le français dans toutes les sphères d'activités et dans tous les milieux de vie montréalais.



Habitation et quartiers accessibles

Montréal fait du développement de logements sociaux et abordables l'une de ses principales priorités. La métropole est désormais prise en exemple par de nombreuses autres municipalités qui œuvrent à développer des quartiers mixtes et inclusifs, accessibles et bien desservis en équipements sportifs, culturels et communautaires. Avec l'inflation galopante et la crise du logement actuelle, ces objectifs sont toutefois menacés. Des mesures permettant de contrecarrer les effets de l'inflation sur les ménages sont nécessaires.

Pour faire face à ce défi, Montréal demande au gouvernement de :

- Mettre en œuvre des programmes permettant de créer 6 000 logements abordables et 2 000 logements sociaux par année pour les 10 prochaines années;
- Compléter le financement des 1 742 logements sociaux et abordables déjà annoncés dans le programme AccèsLogis Québec;
- Développer un vaste programme de rénovation et de conservation pour le parc locatif et instaurer un registre des baux à la grandeur du Québec.



Inclusion et lutte aux inégalités

Une grande richesse de la métropole est la diversité de sa population. La Ville accueille et encourage cette mixité culturelle, sociale et économique et priorise une approche inclusive où l'égalité des chances est centrale.

La pandémie a malheureusement eu des impacts majeurs auprès des populations vulnérables et défavorisées, et la Ville s'est engagée au premier plan afin de ne laisser personne derrière, dépassant ses responsabilités et allant au-devant en raison de l'état d'urgence en cours.

La Ville de Montréal a répondu à l'urgence psychosociale sur son territoire et elle continue de le faire en appui aux organismes communautaires et au réseau de la santé et des services sociaux.

Pour poursuivre son action locale, Montréal demande au gouvernement de :

- Investir davantage dans les ressources et les outils en santé mentale afin de soutenir celles et ceux qui en ont besoin;
- Reconnaître et combler le manque de financement à la mission des organismes communautaires, acteurs centraux du tissu social montréalais;
- Prévenir et réduire l'itinérance en investissant dans des ressources d'hébergement pérennes, à haut seuil d'accessibilité, ouvertes à l'année, en formule 24/7, sécuritaires pour les femmes, les jeunes et les membres de la communauté LGBTQA+, et culturellement adaptées pour les personnes autochtones dans la métropole.

La [Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion](#) célèbre cette année son

20^e anniversaire. Trois plans d'action plus tard, il reste encore du chemin à parcourir afin d'atteindre l'objectif premier de la Loi, soit d'amener le Québec au nombre des nations industrialisées comptant le moins de personnes pauvres. Beaucoup de travail reste également à faire afin de réduire les poches de pauvreté présentes à Montréal et de réduire les inégalités sociales. La population montréalaise souhaite un développement qui assure de ne laisser personne derrière. Il y a nécessité et urgence d'agir.

Pour combler ces lacunes, Montréal demande au gouvernement de :

- Inclure la lutte aux inégalités sociales dans les mesures de relance post-pandémie en tenant compte des liens étroits entre les divers facteurs de vulnérabilité;
- Prendre les moyens nécessaires afin d'accélérer un accès équitable et rapide à l'ensemble des ressources du gouvernement du Québec, notamment les CPE, les CIUSSS et les écoles, afin d'améliorer l'égalité des chances de la population.

